

Edito | Et s'il était mis fin à cet inacceptable "Agri-bashing"....

Est-ce un signe ? Le signal que la société française commence à prendre la mesure du drame d'une trop grande partie de ce que dans les années de l'après-guerre on ne craignait pas d'appeler la paysannerie française ? Ce groupe de base, cette famille si indissociable de la reconstruction du pays et à qui on n'aurait pas alors songé, un seul instant, à cracher à la gueule comme on le fait, ces temps-ci, avec un excès de mauvaise foi ... Toujours est-il qu'à peine sorti en salle le film « Au nom de la terre » d'Edouard Bergeon est en tête du box-office. La bouleversante humanité de Guillaume Canet qui incarne le père de l'agriculteur disparu n'est certes pas étrangère à cet empressement.

Mais, au fond, pourquoi ce cher et vieux pays dont l'âme profonde bourdonne encore au son des troupeaux rentrant à l'étable, des batteuses villageoises et des fêtes de la moisson, ne se sentirait-il pas frappé au cœur par la détresse de nombre de nos agriculteurs. Et finirait par se dire, avec un peu de distance à l'égard de cet « agri-bashing » que le ministre a promis de traiter en créant un « observatoire : ça suffit ! Aidons-les plutôt que d'accompagner cette accusation permanente... Arrêtons de croire, complaisamment, à la dénonciation d'une profession qui nous nourrit, d'avaloir au 20 heures ces reportages toujours écrits à charge, ces témoignages qui, jamais, ne montrent ceux qui évoluent, de plus en plus nombreux, et ont une exigence aigüe de leur responsabilité sinon de leur voisinage.

Entendons-nous bien il ne s'agit pas ici de nier le réel. L'usage imposé de pesticides par des modèles de production en grandes cultures ou en viticulture par exemple, a pu assurer des niveaux de production et des rendements synonymes de revenus. Mais, si nous consentions, plutôt, à un état des lieux honnête de la situation de notre agriculture que devrions-nous mettre en évidence ?

D'abord ceci : de championne d'Europe des exportations qui jouait une place cruciale dans la balance commerciale du pays elle devient de plus en plus concurrencée par les distorsions des coûts de production, salariaux essentiellement, au sein même de l'Europe, et exposée grand large aux importations. Songeons aux accords avec le Canada et le Mercosur qui va bien tomber, celui-là, sur le nez des éleveurs français contraints de respecter des cahiers des charges dont on voudrait être sûr qu'ils seront les mêmes pour tous....Il avait beau jeu Emmanuel Macron, au sommet de l'élevage de Clermont-Ferrand, de pointer cette restauration française qui achète de la viande importée... allant jusqu'à proposer que l'Etat cofinance des abattoirs avec les éleveurs pour conserver plus de valeur sur les exploitations.. Au fait, à quoi ont servi les Etats généraux de l'alimentation - EGALIM- conçus pour redonner des marges aux producteurs ?

Sait-on, ensuite, que si nous ne parvenons pas à remplacer les cédants au moment de prendre une retraite, d'ailleurs le plus souvent de misère, nous courrons vers l'agrandissement des exploitations qui n'est pas la bonne solution?...Ou vers l'arrivée de capitaux qui sur le mode "Made in China" investiront pour s'approprier plus que des sols, des savoirs faire. La France a perdu en dix ans 66.000 agriculteurs et si un léger mouvement de réinstallation est en train de naître il faudrait bien plus que cela. Et ce n'est surtout pas le moment de le décourager, au contraire. Il émane, pour beaucoup, de la génération des 30-40 qui choisissent plus qu'un nouveau métier dont ils ont pu rêver: une autre vie. Phénomène le plus souvent indissociable du désir de tisser des liens alentour de la ferme, du marché du samedi, de vendre en direct...Ces fameux circuits courts qui ne sont pas la panacée mais plaisent chaque jour davantage à une population qui veut savoir .

Mesure-t-on bien enfin, qu'au sein des Organisations professionnelles agricoles un vrai virage est en train de se prendre? Des mots, des orientations, ne font plus peur, celui d'agro-écologie par exemple. Il ne faut pas aller bien loin pour s'en rendre compte, ici, dans notre Nouvelle-Aquitaine, première région agricole d'Europe pour la valeur de ses productions et, qui, de façon étroite avec la collectivité régionale, s'engage dans cette nouvelle donne. Redisons, ici, que le travail partagé, les outils de recherche existants sont des atouts de premier ordre pour aider l'agriculteur à progresser. Car, et c'est là l'un des noeuds des mutations qui se préparent, elles requièrent du soutien et un accord général sur le calendrier à respecter. Le cas de la ressource en eau disponible pour l'ensemble des usages a placé, souvent injustement d'ailleurs, certaines productions en première ligne. Faut-il au prétexte qu'il y aurait mieux à faire qu'à créer des réserves - bassines ou lacs collinaires - pour stocker l'eau l'hiver, abandonner certaines grandes cultures céréalières? Et ceci au profit d'autres moins gourmandes... Voire. Ce genre de débat ne doit surtout pas être tabou mais ouvert au grand jour; y compris avec les écologistes. Ce n'est qu'à ce prix, aussi, que l'agriculture française que le journal britannique "The Economist" vient de saluer au terme d'un travail de fond comme étant " la plus durable au monde" échappera à ces campagnes d'excommunication sans vraie raison. A cet agri-bashing inacceptable.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 06/10/2019

[Url de cet article](#)